

Communiqué sur le plan de filière

Houdemont le 16 novembre 2020

À part à l'Est Républicain qui est déjà en pleine modernisation de son imprimerie de Houdemont, peu de velléités de modernisation industrielle ou rédactionnelle sont en cours dans les autres titres de la PQR.

Ce qui se passe actuellement dans la presse, et notamment dans le groupe La Montagne à Clermont-Ferrand, peut inquiéter au plus haut point.

En effet, la direction de ce groupe souhaite dénoncer tous les accords et usages sur le temps de travail et la rémunération dès la fin novembre, et veut la tenue de négociations sur ces thèmes à partir de janvier 2021.

Elle annonce également son intention de mettre en œuvre une rupture conventionnelle collective (RCC) au mois de novembre pour arriver à une signature le 31 mars 2021.

Il n'y a bien sûr toujours aucun plan de modernisation de prévu.

Pour la direction du groupe, la « massification des imprimeries » se cantonne à bâcher la deuxième rotative (la troisième étant déjà arrêtée depuis longtemps) pour tourner sur une seule machine.

Ce groupe est listé dans le plan de filière 2020-2021 et compte donc profiter des subsides de l'État pour faire partir les 66 salariés des imprimeries qui auront plus de 57 ans au premier semestre 2021, tout en profitant de cette aubaine financière pour « sponsoriser » le RCC qui concernera tous les autres services de l'entreprise.

A Nice-Matin (Xavier Niel en est le nouveau PDG) et La Provence (plombé en particulier par Bernard Tapie), là aussi l'heure est à la chasse aux coûts et on ne s'oriente pas vers des modernisations.

Pour les autres Groupes qui seraient concernés par le plan de « filière-relance », aucun élément probant nous permettent de penser que des modernisations seraient prévues.

Si ce n'est, pour le groupe Rossel - La Voix du Nord, la volonté de fermer l'imprimerie de Paris Normandie et, pour le groupe Sipa - Ouest-France, l'arrêt d'au moins une machine à Rennes et la fermeture de l'imprimerie du Courrier de l'Ouest (situé à Anger).

S'ajoute à ce tableau déjà sombre, des interrogations qui persistent sur l'avenir des imprimeries de Pau ou d'Angoulême (groupe Sud-Ouest) ; de la Nouvelle république du Centre Ouest (NRCO) ; des DNA et du Dauphiné Libéré (groupe EBRA) surtout après les annonces de la suppression d'un nombre conséquent d'éditions à l'imprimerie de Veurey.

Tout ça sans compter le massacre imminent des imprimeries décentralisées de la presse nationale maintenant que Riccobono, après s'être bien engraisé sur la bête, a décidé de se désengager. Que vont devenir les salariés de ces sites alors que les patrons de la presse régionale lorgnent avec envie sur ces tirages supplémentaires sans se préoccuper des conséquences sociales de ce massacre industriel ?

Sans évoquer le silence coupable du Syndicat de la Presse Quotidienne Nationale qui n'a pas l'intention de faire face à ses responsabilités...

Le secrétariat de la Filpac a écrit à Roselyne Bachelot la semaine dernière pour demander une rencontre « afin d'étudier les modalités d'un travail commun fructueux pour consolider l'avenir de la presse dans notre pays. » Pas de réponse...

Il a donc été décidé par la Filpac-CGT d'interpeller le 1er Ministre cette semaine ainsi que les groupes parlementaires de l'Assemblée nationale pour vérifier que « *l'attachement de l'État à une presse libre, indépendante et pluraliste, enjeu vital pour notre démocratie.* » est toujours vivace. Le Plan Loi de Finance (PLF), dans lequel est inscrit ce fameux plan de relance pour la presse, passe au vote le 17 novembre prochain, cette période est donc la meilleure pour rappeler à tous, gouvernement et éditeurs, que la Filpac-Cgt ne sera pas l'organisation syndicale qui négociera les modalités de licenciements massifs dans le secteur de l'imprimerie avec l'argent du contribuable.

Même s'il faut attendre l'envoi des documents concernant le plan filière par l'Alliance, il est n'est d'ores et déjà pas question que les éditeurs cherchent à se servir de la CGT pour obtenir de l'agent public pour mettre en œuvre des vulgaires plans sociaux, a minima et sans contrepartie.

La feuille de route présentée et débattue lors du « Filpac Tour » reste plus que jamais d'actualité :

- Une convention collective de haut niveau ;
- Un plan de filière, oui, mais avec des investissements et des modernisations ;
- Un financement d'État suivi par un EDEC (instance paritaire de contrôles de l'utilisation des fonds) **sur l'ensemble du plan filière et non simplement sur la partie imprimerie.**



L'EstMédiaCGT contribuera au succès des démarches de sa fédération.

Si des actions sont à envisager dans le cadre des négociations sur le plan de filière et également sur la future convention collective :
l'EstMédiaCGT appellera les salariés à se mobiliser.